

Mardi 31 janvier Grève et Manifestation Nationale à Paris

5600 nouvelles suppressions de postes dans le 2nd degré à la rentrée 2012, 13000 dans l'Éducation Nationale! Des menaces on ne peut plus directes contre nos statuts annoncées par le Président de la République en personne! Et un ministère qui maintient sa « réforme » de l'évaluation et des promotions des personnels malgré l'opposition de l'immense majorité de la profession...

Tels sont les vœux du gouvernement pour 2012, qui persiste et signe dans sa politique d'asphyxie et de démantèlement de l'École.

Mais la nouvelle année peut être aussi le moment des bilans, notamment celui de la politique menée dans l'Éducation Nationale depuis 2007 : 35 000 postes supprimés dans le 2nd degré de la rentrée 2007 à la rentrée 2012, près de 80 000 dans l'Éducation Nationale!

Un bilan particulièrement éloquent, qui explique à lui seul le pourquoi et le comment des réformes, de celle des lycées à l'abandon de l'éducation prioritaire, de la casse des filières technologiques à la suppression de la formation professionnelle et pédagogique des stagiaires, et les attaques menées au plus haut niveau de l'État contre nos statuts.

Cette politique éducative et les « réformes » qui l'accompagnent (lycées, collèges, éducation prioritaire, voie technologique, formation des stagiaires, gouvernance des établissements, gestion au mérite, évaluation des personnels...) sont dévastatrices pour la qualité de l'enseignement, pour nos métiers, et pour nos élèves.

Elles remettent en cause les missions fondamentales de l'École de la République.

Elles remettent en cause le sens même de notre métier, nos statuts et nos carrières.

Il est urgent de mettre en œuvre une autre politique éducative, ambitieuse pour le Service Public, pour ses personnels et pour la jeunesse, en rupture avec celle menée ces dernières années, et qui réaffirme les missions de l'École, revalorise nos métiers, maintienne et renforce nos statuts.

Cette exigence, notre profession doit la porter plus haut et plus fort encore. Mais ne nous y trompons pas, en aucun cas cela ne se fera tout seul! C'est à nous de la porter au coeur du débat politique!

- → Mobilisons-nous dans chaque établissement, engageons partout l'action contre les suppressions de postes, le projet de « réforme » de l'évaluation des personnels, les attaques contre nos statuts...
- > Intensifions encore la campagne en direction des parents, de l'opinion publique, des élus et des candidats.
- → Mettons-nous massivement en grève le 31 janvier.
- → Participons massivement à la Manifestation Nationale à Paris le 31 janvier.

Inscriptions auprès du responsable Snes de votre établissement, ou de la section départementale ou académique du Snes (04 67 54 10 70 / s3mon@snes.edu)